

Marianne González Alemán

L'entrée en scène des périphéries Citoyenneté des milieux populaires et rapport à l'espace à Buenos Aires (1916-1946)

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Marianne González Alemán, « L'entrée en scène des périphéries », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 54-55 | 2009, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 24 novembre 2013. URL : <http://cal.revues.org/2434>

Éditeur : Institut des hautes études de l'Amérique latine

<http://cal.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://cal.revues.org/2434>

Document généré automatiquement le 24 novembre 2013. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Cahiers des Amériques latines

Marianne González Alemán

L'entrée en scène des périphéries

Citoyenneté des milieux populaires et rapport à l'espace à Buenos Aires (1916-1946)

Pagination de l'édition papier : p. 191-209

- 1 En 1912, la loi Saenz Peña établissait le suffrage universel masculin, secret et obligatoire, bouleversant les règles du jeu politique jusque-là en vigueur en Argentine. Le vote cessait de n'être qu'un acte rituel censé légitimer, à travers une série de manipulations électorales¹, le pouvoir exclusif de l'élite gouvernante. Désormais, le système devait répondre aux transformations que connaissait la société argentine depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle (augmentation de la population, modernisation économique, constitution d'une nouvelle société issue de l'immigration), pour intégrer politiquement de nouveaux secteurs populaires en pleine ascension sociale. Pourtant, ce projet impulsé par l'élite réformiste ne suffit pas à résoudre définitivement le problème de l'intégration politique de l'ensemble de la société argentine. En effet, comme l'ont fait remarquer Luis Alberto Romero et Leandro Gutiérrez, l'obligation d'aller voter, stipulée par la loi Saenz Peña, traduisait le faible intérêt porté par les Argentins à l'acquisition du principal mode d'exercice de leur citoyenneté politique [Gutiérrez et Romero, 1995]. La loi ne fait pas le citoyen et, dans le cas argentin, elle ne fut que le point de départ d'un processus d'apprentissage et d'enracinement de la démocratie à travers une série de représentations et de pratiques politiques et sociales au sein desquelles le vote n'avait pas nécessairement une place centrale.
- 2 Ainsi, la période qui s'ouvre par la victoire d'Hipólito Yrigoyen² à la présidence en octobre 1916 est largement marquée par le problème de l'élargissement du système politique et par la question de l'intégration des milieux populaires à celui-ci, à travers l'acquisition, la construction et l'exercice de leur citoyenneté politique et sociale³. L'historiographie argentine considère généralement l'avènement du péronisme, en 1946, comme le moment clef où les milieux populaires accédèrent enfin à une complète citoyenneté, par le biais d'une démocratisation impulsée depuis un État interventionniste et autoritaire [Touraine, 1976 ; Torre, 1989 ; Gutiérrez et Romero, 1995]. La grande manifestation du 17 octobre 1945³ est d'ailleurs traditionnellement considérée comme le symbole de l'irruption, au centre de la scène politique, des secteurs de la société qui jusque-là avaient été exclus de l'exercice et des bénéfices de la citoyenneté. Ces milliers de manifestants, venus des banlieues ouvrières, parcourant le *centre* de la ville pour converger sur la Place de Mai et réclamer la libération de Juan Domingo Perón, auraient accompli un acte fondateur : l'entrée, sur l'espace public, d'une nouvelle force sociale et bientôt politique, d'une Argentine jusque-là restée « invisible ».
- 3 Loin de contester cette vision, nous souhaitons cependant nuancer son caractère novateur et élargir la perspective en replaçant l'analyse du 17 octobre 1945 dans le cadre d'un contexte beaucoup plus large, au sein duquel la question de l'élargissement du système politique n'a cessée d'être posée, et où l'intégration progressive des milieux populaires à la citoyenneté s'est déjà traduite auparavant par une culture de la mobilisation dans les rues de la capitale. Par ailleurs, cette « irruption des masses » sur l'espace public de Buenos Aires est à mettre en relation avec les représentations de la société sur la ville, leur évolution et leur relation avec le contexte sociopolitique de la période.
- 4 Pour mener à bien cette étude de l'évolution du rapport entre espace, société et politique de 1916 à 1945, nous avons choisi de circonscrire l'analyse à l'espace de Buenos Aires. À la fois district fédéral, capitale nationale, centre politique, administratif, économique et culturel du pays, la capitale constitue un espace public névralgique qui tend à s'identifier à l'espace public national ; les conflits politiques y apparaissent comme surdimensionnés. Ainsi, la capitale sera envisagée en tant qu'espace public abstrait, mais également comme un espace physique qui doit être envisagé en tant que *centre*, au sens de C. Geertz [1977].

C'est parce qu'il réunit les attributs et les représentations de tous les pouvoirs qu'un espace prend un caractère central. Buenos Aires est donc choisie comme centre du pouvoir, politique, administratif, économique et culturel ; mais surtout, nous considérons le *centre-ville* comme un espace qui rassemble de façon maximale l'ensemble des symboles de ces pouvoirs. Ce *centre* actif, expression physique de l'ordre politique et social dominant, représente un enjeu évident dans les conflits sociopolitiques qui ont pour scène les rues de la Ville. Enfin, à la période qui nous concerne, Buenos Aires est un espace urbain qui connaît une forte évolution et une double redéfinition. Les années 1910-1940 correspondent à une phase de métropolisation et de croissance de la Ville et de ses banlieues. Dans un mouvement inverse, le *centre* se modernise et tend à se réaffirmer en tant que représentant exclusif de la civilité, entraînant par là même une dévalorisation sociale et politique de sa périphérie. Au fil de la période, les territoires sur lesquels les Portègues projettent leurs représentations, suivent ces évolutions et sont à mettre en relation avec la question de l'intégration politique de leurs habitants.

5 Ainsi, nous avons choisi d'étudier trois événements que nous considérons représentatifs des étapes du processus d'intégration des milieux populaires à la pleine citoyenneté : la grande manifestation célébrant, au cœur de la capitale, la victoire d'Yrigoyen à la présidence ; les mobilisations liées à la grande grève de la construction dans les quartiers périphériques de la Ville en 1936 ; et bien sûr le 17 octobre 1945. Ces mobilisations seront l'occasion de réfléchir sur la dimension spatiale – en termes de centre/périphérie – de l'histoire de l'intégration politique et de l'apprentissage de la citoyenneté des milieux populaires dans le cadre d'une société en pleine évolution.

Représentations et pratiques de la ville

6 La Buenos Aires des années 1916-1945, est une ville en pleine évolution. Partant d'environ 500 000 habitants en 1887, elle en compte 2 millions en 1930, pour atteindre les 4 millions quinze ans plus tard. Au fil de ces années, la capitale argentine ne cesse de s'étendre au-delà du *centre*, développant d'abord ses quartiers périphériques puis, dans un deuxième temps, sa banlieue. De nouveaux espaces, nés de ce mouvement, font alors progressivement leur apparition, posant la question de leur statut social et politique et par extension de celui de leurs habitants.

7 L'apparition des périphéries – et leur identification en tant que telles – suppose l'existence préalable d'un *centre*. À Buenos Aires, il se constitue vers la fin du XIX^e siècle, au moment où la croissance de la ville est la plus rapide. À cette époque, le développement et la modernisation de la métropole se cantonnèrent presque exclusivement à la Plaza de Mayo et ses alentours, définissant très rapidement le *centre* autour duquel s'organisa toute l'activité urbaine. En 1880, Buenos Aires devenait Capitale Fédérale. Traduisant l'ambition des élites portègues, son premier intendant, Torcuato de Alvear, chercha à la convertir en métropole moderne et progressiste sur le modèle européen. Dans le cadre de cette grande entreprise, la Plaza de Mayo et les vingt *cuadras*⁵ alentours reflétèrent rapidement la subordination de la Capitale à sa zone centrale. La Plaza de Mayo, réunissait concrètement et symboliquement les piliers du pouvoir : la Casa Rosada, abritait le siège du gouvernement ; le Cabildo qui lui faisait face, représentait le pouvoir municipal ; enfin, la Cathédrale rappelait la présence du pouvoir religieux. Par la grande Avenida de Mayo, le Palais du gouvernement était relié au Palais du Congrès national. C'est aussi dans cet espace des « *veinte manzanas* »⁶ que l'on trouvait les ministères, les administrations, les sièges de partis, ainsi que le quartier général de l'armée sur la Plaza San Martín. Les banques et les sièges des grandes entreprises étaient également présents dans cet ensemble. Ainsi, la zone centrale formait un espace clairement marqué par les attributs et les symboles de l'autorité politique, mais aussi du pouvoir économique et culturel. Elle constituait aussi un espace approprié par les groupes dominants qui y exhibaient leur pouvoir et y marquaient leur présence. C'est dans le centre-ville que brillait la culture des classes traditionnelles : l'Avenida de Mayo abritait de nombreux hôtels particuliers de style *Art Nouveau*, des cafés élégants, les théâtres et les bureaux des principaux journaux ; la rue Florida accueillait le très huppé *Jockey Club* qui, avec sa rotonde empire, était le symbole de l'oligarchie. Le *centre* était ainsi le territoire réservé aux gens « élégants », à la « *gente*

decente », où il faisait bon se montrer : on y trouvait les magasins les plus luxueux, les salons de thé, les librairies et les galeries d'art. Les travailleurs qui s'y aventuraient, sans veste ni cravate, étaient très souvent « priés » de s'éloigner, parfois même, ils étaient arrêtés [James, 1990, p. 49]. Dans les années 1930, le projet de modernisation du *centre* reprit son cours, comme pour en réaffirmer le pouvoir face au développement des périphéries internes et externes de la ville. La rectification du fleuve Riachuelo et la construction de l'avenue General Paz⁷ permirent de borner concrètement les frontières de la ville et de distinguer clairement les territoires méritant le statut de capitalins de ceux qui étaient rejetés à la périphérie. En complément de la définition des « bords », le vieux *centre* se voyait consolidé dans son rôle traditionnel par la percée de nouvelles grandes avenues comme l'avenue 9 de Julio et son obélisque, ou les Diagonales Norte et Sur donnant sur la Grande Place.

8 Parallèlement à cette (ré)affirmation du *centre*, la croissance de la population se traduisit par l'extension de nouveaux quartiers sur une large bande de territoire jusqu'alors inhabitée, dans la partie ouest de la ville. En effet, à partir de la fin du XIX^e siècle, le développement des transports en commun offrit la possibilité d'aller s'installer dans des zones plus éloignées du centre. Peu à peu, la « société marginale » issue du mélange entre créoles et immigrants européens, jusque-là entassée dans les *conventillos* du centre et des quartiers sud, commença à se dissoudre pour former « une nouvelle ville » dans les zones périphériques⁸. Le statut politique et social de ce nouvel espace restait alors à déterminer, tout comme celui de ses habitants en pleine ascension sociale. Dans un premier temps, l'existence de ces grandes étendues où les éléments urbains côtoyaient les terrains vagues et les espaces ruraux, apparaissait, depuis le *centre*, comme le signe d'un retard contraire aux valeurs dominantes du progrès. Pourtant, l'expérience du nouvel habitat « suburbain⁹ » joua rapidement un rôle décisif dans la redéfinition de la société et de ses représentations sur la ville¹⁰. Progressivement, des formes de vie et de sociabilité originales se développèrent dans les nouveaux quartiers : maison particulière, séparation entre lieu de résidence et de travail, diminution de la journée de travail, centrèrent la culture des travailleurs sur le foyer et le temps libre. De nouveaux liens sociaux se nouèrent autour du club, du café, du comité de parti. Ces nouvelles formes de vie et pratiques façonnèrent une identité originale que l'on peut définir comme populaire. Enfin, l'absence d'accès aux services publics fondamentaux (eau, tout-à-l'égout, tracé et pavement des rues) commença à faire l'objet de réclamations de la part des nouveaux résidents, et justifiaient la création de réseaux de solidarité dont l'activité politique des *sociedades de fomento*¹¹, durant les années 1920, est l'exemple le plus notable. Ainsi, la société suburbaine se construisit progressivement en un espace public original et ses habitants se constituèrent peu à peu en membres intégrés à la ville. Malgré tout, le *centre* restait l'espace économique et culturel. Au moment où se constituait une culture inédite dans les quartiers, le *centre* continuait à affirmer la séparation entre « ville patricienne » et « nouvelle ville », consolidant la structure pyramidale tant de la capitale que de la société et disqualifiant la périphérie par cercles excentriques.

9 C'est de cette même façon que fut décidé d'assumer, à partir des années 1930, le défi de l'incorporation à la métropole des nouveaux quartiers de migrants partis de province pour la banlieue. À cette époque en effet, l'industrialisation et les migrations internes qui l'accompagnèrent modifièrent profondément le visage des abords de Buenos Aires. Le « Gran Buenos Aires » s'étala comme une tâche d'huile et la société y présenta rapidement un profil homogène. Un nouveau type d'identité apparut dans cette succession de *partidos*¹² qui séparaient sur une distance d'environ cinquante kilomètres la capitale de la ville de La Plata. Dans cette région, en effet, la concentration des quartiers ouvriers (Avellaneda, Lanús, Quilmes, Berisso, Ensenada, etc.) devint prépondérante. Les activités y étaient principalement liées à l'industrie portuaire et frigorifique. Vers l'ouest, l'ouverture et l'amélioration des axes routiers avaient également favorisé l'implantation et l'expansion d'usines (San Martín, La Matanza), achevant ainsi la formation d'une ceinture ouvrière autour de la capitale. Les habitants de la banlieue ne participaient pas aux bénéfices de la citoyenneté politique et sociale réservés à la ville : on ne comptait que peu de rues pavées, l'éclairage public y était rare et l'interlocuteur politique n'y était plus le Conseil municipal mais les *caudillos* conservateurs.

- 10 Ainsi, le problème de l'intégration politique et de l'appropriation de la citoyenneté par les milieux populaires recouvre une dimension spatiale qu'il est nécessaire de prendre en compte. Ce panorama nous a paru important pour mieux aborder les rapports entre espace, politique et société, qui animent ce processus à l'époque qui nous concerne. À partir de cet état des lieux de la Ville, au sens propre comme figuré, il est possible d'analyser le processus de démocratisation du système politique argentin à travers l'exemple de trois grandes mobilisations dont le rapport à l'espace révèle les frontières sociopolitiques auxquelles nous avons fait référence.

Le 12 octobre 1916 : la pression de la périphérie sur le centre

- 11 Comme nous l'avons vu, pour ses promoteurs, la loi Saenz Peña devait fournir au régime une nouvelle base de légitimité en ouvrant celui-ci aux secteurs jusque-là exclus des modes de décision politique. Les élections présidentielles de 1916 devaient donc correspondre à la culmination du processus de transformation politique. Pourtant, la victoire électorale d'Yrigoyen, loin d'avoir été prévue par les réformateurs, provoqua presque immédiatement un sentiment de stupeur chez les élites politiques traditionnelles, effrayées par le style et la composition sociale du nouveau groupe dirigeant. Avec l'Union civique radicale¹³ (UCR), une part importante des secteurs qui commençaient peu à peu à refuser leur marginalisation entraînait dans le jeu politique. Une nouvelle société semblait se manifester par le vote, mais aussi dans la rue. La grande mobilisation du 12 octobre 1916 apparaît comme une métaphore de cette nouvelle centralité des milieux populaires urbains dans la vie politique, mais également des tensions nouvelles qu'allait engendrer la pression de la périphérie sur le *centre*. En effet, le 12 octobre 1916, alors qu'Hipólito Yrigoyen prenait ses fonctions présidentielles au cours d'une cérémonie ayant pour scènes la Casa Rosada et le Palais du Congrès, une immense foule vint occuper les rues alentours pour acclamer le nouveau représentant de la Nation. Comme le rapportait le journal conservateur *La Nación* du même jour :

« La participation populaire fut énorme. Tout le long de l'Avenue de Mai, sur les places qui la bordent et aux alentours des palais du gouvernement et du Congrès, l'agglomération de gens offrit un spectacle auquel nous avons peu assisté auparavant. »

- 12 Cette insistance sur l'aspect extraordinaire de la mobilisation, dès les premières lignes de l'article, laisse entrevoir son caractère péjoratif aux yeux des membres de l'élite. Rien dans cette cérémonie n'était comparable aux extériorisations mesurées que le journal avait pu décrire en 1910 lorsque Roque Saenz Peña avait pris ces mêmes fonctions. À cette occasion, l'assistance avait fait preuve d'une « culture populaire merveilleusement accentuée dans Buenos Aires »¹⁴. Le souvenir de l'attitude modérée de cette assistance « civilisée », des lancés de fleurs depuis les balcons au passage du carrosse présidentiel et de la présence des dames de la bonne société sur le parvis du Congrès, contrastait nettement avec la « multitude » dont les agissements paraissaient irrationnels. Dans ses mémoires, le nationaliste Carlos Ibarguren exprime bien ce regard porté par les élites longtemps marquées par cette scène inédite :

« Le 12 octobre 1916, les habitants de la ville de Buenos Aires assistèrent à un spectacle qu'ils n'avaient jamais contemplé jusqu'à présent : une multitude immense de peuple, délirant d'enthousiasme, détela les chevaux du carrosse présidentiel face au Congrès et remorqua jusqu'au siège du gouvernement la voiture dans laquelle se tenait debout le nouveau président de la République don Hipólito Yrigoyen qui venait d'assumer son mandat et de prêter serment devant l'assemblée législative. Il parcourut un long trajet parmi la foule entassée qui remplissait les places du Congrès et de Mai et l'avenue qui les unit, et qui ovationnait frénétiquement le nouveau mandataire. » [Ibarguren, 1955, p. 315]

- 13 *La Nación* du 13 octobre 1916 rapporte la même scène :

« Quand M. Irigoyen descendit les grandes marches du palais du Congrès pour occuper le carrosse de gala qui devait le conduire jusqu'au siège du gouvernement, la foule renversa les agents de police qui la contenaient et entoura la voiture. [...] la police tenta alors d'ouvrir le passage sur l'avenue, et elle aurait pu le faire si le président n'avait pas fait un geste et donné l'ordre de laisser en liberté la multitude. Celle-ci, comme obéissant à un signe convenu, profita de ce geste pour

agir à partir de ce moment à sa guise. En un instant, elle détela les chevaux et commença à tirer le carrosse. »

- 14 Cet épisode d'une multitude qui, sur le passage du cortège présidentiel, s'était jetée sur le carrosse et, après avoir détélé les chevaux, l'avait tiré depuis le Congrès jusqu'à la Casa Rosada est systématiquement repris par les descriptions contemporaines ou postérieures, comme s'il cristallisait l'horreur de cette journée pour l'élite traditionnelle. À partir des extraits cités plus haut, plusieurs points méritent d'être analysés. Tout d'abord, Carlos Ibarguren semble sous-entendre que les véritables habitants « respectables » de Buenos Aires ne sont pas ceux qui ont participé à la manifestation, mais ceux qui ont « assisté », malgré eux, à un « spectacle » inattendu. La « multitude frénétique », la « foule entassée » sur l'Avenue de Mai ne représentait pas les citoyens civilisés. Pour *La Nación*, cette foule semblait déborder les cordons de police et agir selon des patrons contraires aux règles de la bienséance publique. D'ailleurs, à plusieurs reprises, le journal décrivit la présence des manifestants comme une sorte d'invasion des rues du centre : « la multitude augmentait par moments et rapidement, elle envahit la chaussée jusqu'à l'occuper complètement » ; « la multitude retentissante [...] prit d'assaut les tramways »¹⁵.
- 15 Ce peuple, qui jusque-là débordait des marges étroites de la République des notables, envahissait désormais la scène politique, tant abstraite que concrète, au moyen de nouvelles formes de représentations. Ceux qui acclamaient Yrigoyen sur la Place de Mai exprimaient, par ce symbole, tout un bagage d'idées, la réalité d'une périphérie dont la culture populaire urbaine en pleine formation méritait d'être intégrée à la citoyenneté. Deux cultures allaient désormais se compénétrer, et, dès les années 1920, il apparut évident que cette rencontre se consumerait en peu de temps.
- 16 En effet, la victoire de l'UCR, et de son candidat Hipólito Yrigoyen, fit rapidement douter les élites des bienfaits de la démocratie : le vote populaire servait-il à élire les plus aptes au gouvernement, ou à plébisciter les plus démagogues ? Pour récupérer le pouvoir perdu en 1916, la société traditionnelle dut recourir à la conspiration et au coup d'État. Le 6 septembre 1930, c'est un défilé militaire qui occupait la place de Mai et destituait Yrigoyen pour le remplacer par le général Uriburu. L'intégration de la périphérie urbaine qui ne cessait de se développer restait encore à parachever.

La grève générale de la Construction de 1936 : l'entrée en scène depuis la périphérie

- 17 Le coup d'État de 1930 vint déstabiliser un système politique qui fonctionnait, jusque-là, sur des bases démocratiques. Pendant le rétablissement démocratique (1931-1943), la « Concordancia », coalition de partis conservateurs, se maintint au pouvoir au prix d'un usage intense du clientélisme, de la fraude électorale et de la répression. Le contrôle de l'intervention populaire en politique demeurait ainsi l'un des enjeux principaux de la période.
- 18 D'autre part, le développement industriel des années 1930, modifia peu à peu le paysage urbain de Buenos Aires. Entre 1935 et 1946, les emplois dans l'industrie doublèrent, absorbant les travailleurs de la ville mais aussi une partie des provinciaux. Les installations d'ateliers et d'usines dans les zones périphériques intensifièrent le développement des quartiers suburbains au-delà de ceux déjà existants, à l'ouest et au nord de la ville¹⁶. Ce dynamisme industriel favorisa le développement d'un syndicalisme politique, orienté par les partis de gauche, et plus enclin qu'auparavant à se manifester dans le cadre du système. C'est surtout dans les années 1935 que la réactivation économique et la baisse du chômage rendit leur capacité de négociation aux syndicats les plus importants. Peu à peu, une tendance à institutionnaliser les conflits entre ouvriers et patrons commença à se dessiner. Un mouvement de protestation sociale parcourait le pays. Pour illustrer cette évolution, la grève générale des 7 et 8 janvier 1935 nous paraît tout à fait représentative d'un surgissement des milieux ouvriers sur la scène politique.
- 19 Le 23 octobre 1935, en effet, les ouvriers de la construction entraient en grève pour réclamer une hausse des salaires, le repos dominical, la responsabilité de l'employeur en cas d'accident et la reconnaissance de leur syndicat. Le 30 décembre, alors que le travail n'avait toujours pas

repris, les organisations patronales rejetèrent catégoriquement l'ensemble des revendications et intimèrent aux ouvriers de reprendre leur poste le 7 janvier, sous peine de licenciement. Le 4 janvier 1936, le Comité de Défense et de Solidarité avec les Ouvriers de la Construction (regroupant 68 organisations syndicales de branches diverses) déclara la grève générale de 24 h pour le jour de « reprise du travail » fixé par les patrons. Le 7, les grévistes et leurs partisans devaient se réunir en petites assemblées dans différents points de la ville, pour converger vers le centre et assister, à 16 h, au grand meeting sur la Plaza Once.

20 On considère généralement qu'environ 50 000 personnes participèrent aux manifestations des 7-8 janvier 1936. Le 7, la journée commença, tôt le matin, par une grève des transports. Rapidement, des piquets de grève s'organisèrent dans les zones les plus éloignées du centre et des groupes de grévistes commencèrent à parcourir les rues pour inviter les ouvriers à cesser le travail. Certains s'attaquèrent aux chauffeurs d'autobus qui avaient choisi de rouler. De part en part, de petites assemblées se formèrent. Jusqu'à la mi-journée, les partisans de la grève jouirent d'un pouvoir incontesté sur les quartiers nord et ouest de la ville. Mais la situation se renversa quand, vers 13 h, le gouvernement prit les mesures nécessaires pour reprendre le contrôle des rues : perquisitions de locaux, arrestations de grévistes et affrontements, parfois armés, avec les manifestants, donnèrent le ton. Dans l'après-midi, ceux qui cherchaient à avancer vers la Plaza Once trouvèrent des barrages de police sur leur passage. En fin de journée, l'agitation finit par diminuer, mais le Comité décidait déjà de prolonger la grève jusqu'au 8 – cette fois pour réclamer la liberté des prisonniers et la réouverture des locaux syndicaux. À l'issue de cette deuxième journée de bataille rangée, la police reprit en main les rues de la ville. Pourtant, la mobilisation ouvrière avait gagné le combat politique. Dès le 10 janvier, le ministre de l'Intérieur se décidait à intervenir dans le conflit et ordonnait aux entrepreneurs de modifier les salaires minimums¹⁷, ainsi que de reconnaître la Fédération ouvrière des Syndicats de la Construction.

21 Plusieurs éléments de cette grève générale méritent d'être ici étudiés. Tout d'abord, une analyse géographique des actions permet d'établir que la totalité d'entre elles se déroulèrent dans les zones périphériques de la ville, presque exclusivement dans les quartiers les plus excentrés dont le peuplement datait essentiellement des années 1920-1930¹⁸. Selon Nicolás Iñigo Carrera [2004, p. 70], 21,6 % des ouvriers de la capitale travaillait dans ces quartiers : ces périphéries récentes concentraient une partie importante des nouvelles populations ouvrières portègnes dont l'importance ne cessait de croître. D'ailleurs, les grands quotidiens ne cessaient d'évoquer le caractère périphérique des événements :

« Dans la matinée les première version annonçant qu'il se passait quelque chose dans les quartiers ouvriers de la ville commencèrent à circuler avec insistance. De nombreuses personnes, dans les couloirs et par téléphone initièrent la propagation de nouvelles, peu précises mais significatives. Il se passait quelque chose dans la périphérie des quartiers centraux. On parlait de tramways incendiés, d'autobus renversés et incendiés, de fusillades dans différents lieux, de la mort d'un policier et de civils. »¹⁹

« Des groupes de personnes habillées de vestes "pyjamas" et d'"overall" comme si ces vêtements constituaient le complément d'un uniforme prévu à l'avance, circulaient sur les différentes artères éloignées du centre de la ville, intimidaient les commerçants et exerçaient divers rapports de force contre les conducteurs de véhicules. »²⁰

22 Ces extraits reflètent clairement une vision de l'élite depuis le *centre*. La définition géographique des faits y est systématiquement élaborée à partir du rapport au *centre* : il s'agit de « la périphérie des quartiers centraux » ou des « artères éloignées du centre de la ville ». Ces espaces lointains, dont les nouvelles n'arrivent que de façon sporadique et floue, apparaissent comme des territoires que l'on connaît mal où les habitants s'adonnent à des actes de vandalisme qui n'ont rien à voir avec la politique. Mais ce rapport au *centre* est ambigu. D'une part, l'éloignement semble rassurer : la zone centrale n'a pas été souillée par ces comportements indignes d'elle. D'autre part, l'insistance sur le caractère périphérique des événements laisse deviner une inquiétude face à l'existence de ces populations ouvrières qu'il va bien falloir accepter un jour, *intra muros*, comme des citoyens à part entière.

- 23 Enfin, il est important de souligner que les actions collectives des grévistes ne dépassent jamais les frontières qui les séparent du *centre*. De ce point de vue, la grève générale de 1936 symbolise une étape supplémentaire dans notre réflexion : pendant deux jours, une fraction ouvrière entre sur le champ de la lutte politique, cherche à occuper une place dans le système existant et à acquérir une visibilité en devenant un nouvel acteur à prendre en compte sur la scène politique. La reconnaissance officielle de la Fédération des ouvriers de la construction, fin janvier, en est une illustration. Cependant, le *centre* n'a pas encore été atteint, il a été refusé à ces manifestants vêtus de « vestes pyjamas ».

Le 17 octobre 1945 : remise en question des jeux de forces sur la scène politique

- 24 Comme nous l'avons vu au début de cette étude, à la fin des années 1930 et au début des années 1940, le *centre* s'embellit et se réaffirma en tant que représentant de la civilité. Les quartiers, quant à eux, progressèrent peu, et leur population commença à changer avec l'arrivée des immigrants de province qui débordèrent rapidement les limites urbaines pour s'établir en banlieue. Cette évolution n'était pas visible – ou contemplée – depuis le *centre*, pourtant elle existait.
- 25 C'est seulement avec les événements du 17 octobre 1945 que les rapports de forces furent enfin remis en cause sur l'espace de Buenos Aires. Ce jour-là, après des semaines tourmentées qui aboutirent à la chute de Perón, des milliers de personnes, en majorité des ouvriers, vinrent demander la libération du Colonel. Toute la journée, des dizaines de colonnes de manifestants parcoururent le centre-ville pour converger sur la Place de Mai. En fin de journée, Perón fit enfin son apparition au balcon de la Casa Rosada pour prononcer un célèbre discours au cours duquel il scella son destin à celui des ouvriers et des syndicats. Cet épisode doit être replacé dans un contexte immédiat de mobilisations qui avaient commencé en août 1945, et dont les acteurs politiques traditionnels étaient les principaux instigateurs. Cependant, le contexte plus large des tensions socio-spaciales que nous avons cherché à mettre en avant est également à prendre en compte, afin de comprendre comment ces manifestations constituent une remise en cause et un bouleversement du monopole jusqu'ici détenu par les acteurs intégrés à l'espace de Buenos Aires²¹.
- 26 Dès 7 heures du matin, et jusque dans la soirée du 17 octobre, des milliers de manifestants, venus des banlieues ouvrières, se pressèrent aux portes de la ville afin de pénétrer et occuper l'espace de la capitale. Pour la plupart, ils se réunirent sur les lieux de travail, puis se dirigèrent vers le *centre*, à pied, à vélo ou à cheval [Reyes, 1984, p. 222-240 ; Perelman, 1961, p. 69-132 ; Luna, 1971, p. 283]. Beaucoup venaient des banlieues sud²² et ouest et furent rejoints par des groupes issus des quartiers populaires de la ville²³. Cette vague de manifestants qui convergeaient sur la capitale apparut rapidement comme une invasion de Buenos Aires par des gens qui en étaient étrangers et qui, pour beaucoup, la parcouraient pour la première fois. Tous les journaux notamment soulignèrent que cette « masse populaire »²⁴ venait de la « zone populeuse »²⁵ pour affluer dans la capitale. Le commentaire de *La Prensa* du 18 octobre, par exemple, est très représentatif : « les colonnes organisées dans les premières heures de la nuit ont réussi à pénétrer le territoire de la Capitale ».
- 27 À travers le vocabulaire utilisé, on note bien sûr la référence explicite à l'idée d'intrusion d'un corps étranger : le « territoire » de la ville est pensé ici comme un espace sacré que la présence de ces personnes qui n'en font pas partie viendrait profaner. Le journal exprime également l'idée d'une subversion : en entrant dans la ville, ces manifestants, venus de la périphérie, envahissaient un territoire qui théoriquement leur était « interdit ». En effet, comme nous l'avons déjà vu, Buenos Aires, représentait le « territoire » de ceux qui avaient un certain statut politique et culturel. Son *centre*, constituait un espace respecté et respectable alors que la banlieue représentait la « non-ville », l'inconnu, ce qui ne valait pas la peine d'être connu. En quittant la périphérie pour occuper la Ville, les manifestants du 17 octobre violaient alors les normes rigides et traditionnelles de la hiérarchie spatiale et des « propriétés » territoriales établies. La traversée du Riachuelo est d'ailleurs un symbole majeur de cette transgression des hiérarchies : franchir le fleuve, c'était passer la limite naturelle entre la capitale et ses

banlieues ouvrières, mais aussi la frontière symbolique, sociale et politique entre le Centre et la Périphérie, entre la « ville authentique » et la banlieue²⁶.

- 28 Ainsi, l'entrée dans Buenos Aires des manifestants du 17 octobre fut vécue, depuis le *centre*, comme une profanation de l'espace sacré de la ville. Toute la journée, les colonnes défilèrent, depuis le sud et l'ouest, prenant d'assaut la capitale. Au passage des manifestants, les commerces, cinémas et cafés fermaient leurs portes – certains en signe d'adhésion, d'autres pour préserver leurs façades –, alors que les transports en commun furent détournés par les manifestants. Cette absence d'activité accentua l'image d'une ville occupée. Tous se dirigeaient vers deux points principaux de rassemblement : l'Hôpital militaire sur la place San Martín, où l'on pensait trouver Perón, et la Place de Mai. Le journal *La Nación* du 18 s'indignait de cette présence en plein cœur de la ville et dénonçait « l'insolite et honteux spectacle des groupes qui, pendant toute la journée, se sont emparés de la Place de Mai ».
- 29 Mais les manifestants ne se contentaient pas de prendre position sur la place de Mai. Des centaines de petits groupes parcouraient sans cesse les rues du centre et les quartiers du Barrio Norte où les membres de l'élite devenaient les spectateurs de l'invasion de « leurs » propres rues par des foules venues des banlieues. Les manifestants y marquaient leur présence au son des *bombos*, des cris et des chants, tout en arborant les portraits de Perón et les drapeaux nationaux, comme pour signifier à leurs adversaires, de façon visuelle et sonore, qu'ils avaient pris possession de la capitale.
- 30 Par ailleurs, la prise de Buenos Aires constituait une atteinte aux normes esthétiques de la ville. Félix Luna exprime très bien cette idée [Luna, 1971, p. 282] :

« [...] le plus singulier dans le 17 octobre fut la présentation violente et dénudée d'une nouvelle réalité humaine qui était l'expression authentique de la nouvelle réalité nationale. Et c'est justement cela qui choqua le plus cette orgueilleuse Buenos Aires au visage européen : reconnaître cette horde effrénée, chaude comme la terre, cette caricature honteuse de sa propre image. Des visages, des voix, des chœurs, des tons inconnus : la ville les regarda avec la même appréhension qu'elle aurait regardé des martiens débarquant sur la planète ».

- 31 L'image de cette foule, venue des quartiers ouvriers pour envahir la ville, s'avéraient esthétiquement désagréable pour de nombreux observateurs. Pour le quotidien conservateur *Crítica* par exemple, « les foules ont offensé le bon goût et l'esthétique de la ville enlaidie par leur présence dans nos rues »²⁷. Les manifestations du 17 octobre étaient très souvent décrites par les journaux d'opposition en termes esthétiques : ces personnes dépeignées, ces hommes en habits de travail, ces gens sales et transpirants constituaient un choc, une transgression des normes du décor et de l'élégance de la ville. D'ailleurs, l'emploi du terme de « nos rues » par le journal *Crítica* suggère un sentiment d'exclusivité sociale. L'opposition entre « eux » et « nous » y est opérée en fonction de la hiérarchie territoriale : il y a « le Peuple », « nous », ceux qui ont le droit légitime d'habiter l'espace de la ville et « les foules », « eux », les intrus qui envahissent les rues de la ville et qui ne méritent pas de jouir de la condition de citoyens.
- 32 Par leur comportement, ces manifestants jugés indignes de Buenos Aires transgressèrent également les formes d'expression traditionnellement acceptées lors des manifestations :

« La majeure partie du public qui défila dans les rues au sein des diverses colonnes marchait en manches de chemise. Il s'est vu des hommes en tenues *gauchos* et des femmes en paysannes, [...] des jeunes transformèrent les avenues et les places en piste de patinage, et des hommes comme des femmes vêtues excentriquement [...]. Des hommes à cheval et des jeunes à bicyclette arboraient des vêtements criards. »²⁸

- 33 Cette ambiance qui régna parmi la foule du 17 octobre ne ressemblait en rien à celle d'un « véritable » rassemblement politique. Les références semblaient plutôt empruntées à la culture populaire : les groupes d'ouvriers déguisés qui dansaient dans les rues, au son des grosses caisses – qui d'ordinaire servaient dans les stades de football – contribuaient à créer un climat festif sur le mode des *murgas*²⁹ du folklore argentin, alors que la présence des femmes accompagnées de leurs enfants ajoutait un aspect familial au défilé. Les formes d'expression des manifestants du 17 octobre transgressaient aussi les normes traditionnelles de la manifestation ouvrière. Ils ne chantaient pas les hymnes classiques et militants mais utilisaient des chansons populaires dont ils gardaient la musique pour y ajouter des paroles

improvisées et humoristiques. Ils ne marchaient pas non plus en colonnes régulières et bien formées, ni ne suivaient les règles tactiques de la décence et de la contention civique. Au contraire, ils dansaient au milieu des rues, sifflaient, vociféraient et étaient dirigés par des hommes à cheval habillés en *gauchos*. Tous ces comportements, empruntés à la culture populaire, ce mélange de fête et de soulèvement carnavalesque, ces slogans chantés au rythme des tambours, donnaient naissance à une nouvelle forme d'expression qui, plus tard, constituera le répertoire classique de la liturgie péroniste.

34 Daniel James met en avant l'importance des aspects carnavalesques des manifestations. Pour lui, certains gestes et conduites des participants reflétèrent une volonté de subversion de l'ordre établi, comme c'est le cas lors des carnivals classiques [Bakhtin, 1984]. L'exemple le plus évident est celui de ces manifestants faisant des gestes obscènes aux « femmes élégantes » qu'ils rencontraient sur leur passage. Ou encore cette image très connue de manifestants fatigués se lavant les pieds dans la fontaine de la Place de Mai, désacralisant ce « lieu de mémoire » de la tradition politique argentine. Dans les deux cas, leur conduite transgressait temporairement l'ordre social dominant. Ces comportements carnavalesques constituent pour Daniel James ce qu'il appelle un « iconoclasme laïc »³⁰. Au cours des manifestations des 17 et 18 octobre, on note en effet de nombreux cas de violations d'institutions, de symboles et de normes qui d'habitude accomplissaient la fonction de transmettre et légitimer le prestige social. En transgressant ces institutions, en blasphémant contre ces symboles, en outrageant ces normes du décor et de la bonne conduite, la foule mettait en évidence leur impuissance, refusait leur autorité et leur pouvoir symbolique. C'est un « ressentiment social » qui, sous des formes très diverses, s'exprimait contre les représentations du Pouvoir contenues dans l'espace du *centre*.

35 De même, à travers les slogans, les manifestants cherchaient à humilier les représentants de l'élite, le plus souvent en utilisant la moquerie ou la dérision. La cible principale était bien sûr l'oligarchie. Elle fit l'objet de violentes railleries, comme en témoigne ce refrain chanté par des manifestants, devant le bâtiment du *Jockey club* : « Tire-toi du coin de la rue, oligarque fou / ta mère ne t'aime pas, Perón non plus » [Perelman, 1961, p. 77]. Le statut et le prestige de l'oligarchie sont ici outragés et insultés, alors qu'un autre mot d'ordre très fréquemment chanté renversait les modèles de la hiérarchie sociale : « Sans chapeau ni canne, nous sommes les partisans de Perón »³¹. Celui qui portait les attributs vestimentaires de l'élégance et de l'éducation n'était plus présenté comme une référence. Alors que jusqu'ici le centre-ville avait été un espace réservé aux « gens décents » de la société portègne, les manifestants des journées d'octobre renversaient les repères sociaux et culturels traditionnels : celui qui, par son apparence, représentait l'antithèse de l'oligarchie, était désormais valorisé.

36 Cette inversion des repères et cette subversion de l'ordre social établi s'exprima également de façon plus directe contre les lieux considérés comme représentatifs de l'élite. Le *Jockey Club* fut visité par des manifestants et subit quelques dégradations³². Les grands journaux furent également pris pour cible : l'assaut des locaux du quotidien *Crítica* dans la nuit du 17 au 18 août fit sept blessés ; au même moment, les journaux *La Razón*, *La Prensa* et *La Vanguardia* furent attaqués par des jets de pierres. Ces attaques contre la presse anti-péroniste étaient autant d'affronts envers des institutions qui déterminaient traditionnellement les idées sur la légitimité sociale et culturelle d'où les milieux populaires étaient exclus. Enfin, les édifices publics et les monuments représentatifs de l'ordre social dominant subirent des détériorations symboliques. Dans la « dégradation » des édifices de prestige, de ces institutions ou symboles d'institutions, les manifestants cherchèrent à détruire et à violer leur « sainteté », à nier leur autorité et leur pouvoir symbolique.

Conclusion

37 À travers toutes ces formes d'actions collectives, les manifestants d'octobre remirent en cause l'appropriation traditionnelle et symbolique de l'espace urbain par les élites et les classes moyennes. Cette prise de la capitale par les manifestants le 17 octobre, prolongée les 18, 19 et 20, nous renvoie directement à la relation entre espace et société, entre espace et luttes politico-sociales. Dans le choix des lieux occupés, des slogans récités, des symboles profanés

par les manifestants, rien n'est anodin. Bien au contraire, ces « nouvelles » formes d'action collective ont une signification qui paraît évidente quand on les met en rapport avec un contexte plus général, celui de la longue et progressive intégration des milieux populaires sur la scène politique portègne – et par extension argentine. Le 12 octobre 1916, la foule rassemblée autour d'Yrigoyen semblait symboliser la pression sur le centre-ville des nouveaux secteurs populaires en cours d'intégration politique dans la capitale. En 1936, ce sont les milieux ouvriers venus des périphéries internes à la ville qui cherchèrent à acquérir une visibilité politique sans réussir cependant à conquérir une centralité sur l'espace public. Avec le 17 octobre 1945, les rues du *centre*, étaient désormais envahies par ceux qui jusque-là en avaient été exclus, et révélaient un changement substantiel dans la composition sociale de la ville. Par ailleurs, l'entrée des « masses ouvrières » sur l'espace public physique de la ville est à mettre en relation avec l'entrée d'une nouvelle force sociale et bientôt politique sur l'espace public abstrait. En s'appropriant le *centre*, les manifestants se donnaient le droit à la reconnaissance de leur citoyenneté. Cette nouvelle force, qui lia son destin à Perón sur la Place de Mai, conquiert une centralité politique qu'elle consolidera ensuite sous le régime péroniste. Les journées d'octobre 1945 apparaissent donc comme l'aboutissement d'un long processus d'élargissement du système, et inaugurent un nouveau type de relation entre la ville et la société, entre Buenos Aires et les conflits sociaux, entre le *centre* et les milieux populaires.

Bibliographie

COLOMB Eduardo, *17 de octubre : la revolución de los descamisados*, Buenos Aires, Edit. La Época, 1946.

DE PRIVITELLIO Luciano, *Vecinos y ciudadanos. Política y sociedad en la Buenos Aires de entreguerras*, Buenos Aires, Siglo XXI Edit., 2003.

GEERTZ Clifford, « Centers, kings and charisma: reflections on the symbolics of power », in BEN-DAVIS J. et CLARK T. N., *Culture and its creators*, Presses de l'Université de Chicago, 1977.

GUTIÉRREZ Leandro, ROMERO Luis Alberto, *Sectores populares, cultura y política : Buenos Aires en la entreguerras*, Buenos Aires, Edit. Sudamericana, 1995.

IBARGUREN Carlos, *La historia que he vivido*, Buenos Aires, Ed. Peuser, 1955.

IÑIGO CARRERA Nicolás, *La estrategia de la clase obrera, 1936*, Buenos Aires, Ed. de Plaza de Mayo, 2004.

JAMES Daniel, « 17 y 18 de octubre de 1945 : el peronismo, la protesta de masa y la clase obrera argentina », *Desarrollo económico*, n° 107, oct.-déc. 1987.

JAMES Daniel, *Resistencia e integración. El peronismo y la clase trabajadora argentina 1946-1976*, Buenos Aires, Edit. Sudamericana, 1990.

LUNA Félix, *El 45 : crónica de un año decisivo*, Buenos Aires, Edit. Sudamericana, 2^e ed., 1971.

PERELMAN Ángel, *Como hicimos el 17 de octubre*, Buenos Aires, Coyoacan, 1961.

REYES Cipriano, *Yo hice el 17 de octubre. Memorias*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1984.

ROMERO José Luis, ROMERO Luis Alberto (dir.), *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*, Buenos Aires, Ed. Abril, 1983.

TORRE Juan Carlos, « Interpretando (una vez más) los orígenes del peronismo », *Desarrollo económico*, n° 112, janvier-mars 1989, p. 1-32.

TOURAINÉ Alain, *Les Sociétés dépendantes*, Duculot, 1976.

Notes

1 Même si le droit de vote sans limitation existait depuis 1821 à Buenos Aires, dans la pratique, très peu de gens l'exerçaient : seule une minorité d'étrangers choisissait de se faire naturaliser et les citoyens natifs ne s'intéressaient que peu à l'activité électorale. Par ailleurs, le vote constituait une pratique collective et violente, souvent manipulée, et exercée localement par des factions partisans encadrées par

des *caudillos*. En établissant le caractère obligatoire et secret du vote, la loi Saenz Peña devait garantir une participation électorale individuelle et élargie à l'ensemble des citoyens.

2 En 1916, l'élection du radical Yrigoyen à la présidence marque un tournant dans l'histoire politique argentine. Les « masses », jusque-là exclues de toute décision politique, accueillent avec enthousiasme le premier président élu au suffrage universel masculin obligatoire et secret. Dans l'imaginaire politique argentin, il représente celui qui, par son élection, a délogé l'oligarchie des affaires publiques, alors qu'elle en avait jusque-là le monopole. La nomination de jeunes ministres portant des patronymes étrangers et la création de nombreux postes de fonctionnaires en sont quelques symboles. Yrigoyen inaugure également un nouveau style de gouvernement en recevant, lui-même, des centaines de citoyens qui lui transmettent leurs doléances. En 1928, il est à nouveau élu président. Mais, devenu un vieillard sans initiative, il doit faire face à une conjoncture économique mondiale inquiétante. La dépression de 1929 précipite le coup d'État du général Uriburu qui le déloge. Cependant, malgré une fin de carrière peu glorieuse, l'image d'Yrigoyen est associée à celle d'un leader charismatique soutenu par les nouvelles couches urbaines issues de l'immigration et les secteurs ruraux et provinciaux.

3 Le 4 juin 1943, le coup d'État du Groupe des Officiers unis met fin à plus de dix ans de gouvernements conservateurs et frauduleux en Argentine. Il donne naissance à un gouvernement militaire et autoritaire, qui, dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, ne cache pas ses sympathies pour les forces de l'Axe. Parmi les membres du GOU, le Colonel Juan Domingo Perón s'impose peu à peu au sein du gouvernement : nommé secrétaire du Travail en octobre 1943, il cumule la vice-présidence de la Nation en décembre 1944. Depuis le secrétariat du Travail, il mène une politique de rapprochement avec les syndicats afin de donner une assise populaire au régime. À partir de 1945, alors que la situation internationale se retourne en faveur des Alliés, les militaires voient leur légitimité contestée. Pendant plusieurs mois, les rues de Buenos Aires sont parcourues par des manifestations d'opposition qui appellent à un retour à la démocratie. Le 9 octobre 1945, le nouvel homme fort du régime, Juan Domingo Perón, est poussé à démissionner puis est emprisonné. Mais le 17 octobre, la CGT déclare la grève générale pour le 18, et des milliers de manifestants, venus des banlieues ouvrières, envahissent le centre de Buenos Aires pour demander sa libération. Quelques heures plus tard, sur la Place de Mai, Perón et la foule lient leur destin au cours d'un « dialogue fantastique » qui consacre la naissance d'un nouveau mouvement : le péronisme.

4 Nous avons choisi la définition de citoyenneté proposée par Leandro Gutiérrez et Luis Alberto Romero comme « une culture spécifique, cimentée par des pratiques de natures diverses [non nécessairement limitées au vote] [...] desquelles dérivent des institutions, des attitudes, des valeurs et des idées qui construisent le modèle du citoyen » [Gutiérrez et Romero, 1995, p. 153]. Par ailleurs, la typologie classique (T. H. Marshall) distingue trois étapes évolutives dans l'acquisition des droits et des pratiques de citoyenneté : les droits civils (XVIII^e), correspondent à l'exercice des libertés individuelles et de propriété ; les droits politiques (XIX^e), sont ceux qui permettent la participation démocratique à la vie politique ; quant aux droits sociaux (XX^e), ils garantissent les aspirations au bien-être et à la justice sociale, notamment à travers l'institution de l'État Prévoyance.

5 Comme la majorité des villes latino-américaines, Buenos Aires est composée de rues parallèles et perpendiculaires composant des pâtés de maison de forme carré d'environ cent mètres de côté : ce sont les *cuadras*.

6 Terme utilisé pour désigner le « centre » de Buenos Aires dont les limites dessinent un carré d'environ vingt *cuadras* de côté.

7 Le fleuve *Riachuelo* constitue depuis toujours la limite naturelle et administrative séparant les quartiers sud de Buenos Aires de la province. La construction de la *General Paz*, ceinturant la capitale de l'ouest jusqu'au nord, accomplit la même fonction.

8 Vers 1910, une première périphérie est déjà visible : Almagro, Caballito, Flores, Belgrano, Palermo, Villa Crespo. Pendant les années 1920, le déplacement des milieux populaires urbains s'intensifie vers les zones sud et ouest. Dans les années 1930, les quartiers plus éloignés de Parque Patricios, Pompeya, Mataderos, Villa Soldati, Villa Lugano, La Paternal, Versailles, Saavedra, Villa Devoto et Villa Urquiza connaissent une croissance importante.

9 Il est intéressant de remarquer qu'à cette époque, le terme de *suburbanos* désignait les quartiers à l'intérieur de la ville, mais périphériques au *centre* (seul le *centre* semblait donc bénéficier dans les représentations de la qualité d'*urbs*, c'est-à-dire, par analogie avec la Rome antique, d'espace sacré à l'intérieur duquel les habitants ont le statut de citoyens). Quant à la banlieue, au-delà de la *General Paz*, elle était appelée *conurbano*.

10 L'extension suburbaine de la ville se produit à partir de la possibilité d'acquérir un terrain propre, puis une maison, pour des travailleurs en pleine ascension sociale. Dans les nouveaux quartiers se constituèrent de nouvelles sociétés composées d'éléments variés et hétérogènes (ouvriers et employés, commerçants, professionnels, travailleurs indépendants ou petits chefs d'entreprise) mais qui, localement, se manifestaient comme plus égalitaires et homogènes.

11 Les *Sociedades de Fomento* sont des organisations de quartier dont l'objectif consistait à faire pression sur la municipalité pour améliorer les aspects éditaires du quartier qu'elles représentaient et promouvoir la culture populaire ainsi que la sociabilité locale. À partir du coup d'État de 1930, les *sociétés*, dépourvues de véritables canaux de participation, périclitent. Sur la sociabilité de quartier à Buenos Aires et son rôle dans le processus d'enracinement de la démocratie dans la société argentine entre 1912 et 1945, voir les ouvrages de Leandro Gutiérrez et Luis Alberto Romero [1995] et Luciano De Privitellio [2003].

12 Nom donné aux quartiers de la banlieue qui n'ont pas de statut réel de commune ou de municipalité.

13 Parti d'Hipólito Yrigoyen.

14 *La Nación*, 13 octobre 1910, p. 12.

15 *La Nación*, 13 octobre 1910, p. 12.

16 Belgrano, Saavedra, Villa Crespo, Villa Luro, Velez Sarfield, Liniers, Almagro, Parque Patricios, etc.

17 Il convoqua également les syndicats pour leur promettre des libérations, la réouverture des cantines et des locaux syndicaux.

18 Selon l'étude systématique de Nicolás Iñigo Carrera, les actions de rue significatives concernent La Paternal, Villa del Parque, Villa Devoto, Villa Mitre, Villa Urquiza, Villa Crespo, Colegiales.

19 *Crítica*, 7 janvier 1936.

20 *La Prensa*, 7 janvier 1936.

21 Au cours de cette analyse nous nous appuyons beaucoup sur les articles de Daniel James [1987], Mariano Plotkin [1995 ; 1996].

22 La Plata, Ensenada, Berisso, Temperley, Lanús, Quilmes, Dock Sur, Avellaneda.

23 La Boca, Barracas, Parque Patricios, Mataderos, Villa Lugano, Liniers, Villa Urquiza, Flores, La Paternal, Floresta Norte.

24 *La Nación*, 18 octobre 1945.

25 *La Prensa*, 18 octobre 1945.

26 Cette distinction est d'autant plus marquée que seuls des pont-levis, ouverts la journée, permettaient de traverser le fleuve pour entrer dans la capitale. Le 17, les ponts du Riachuelo firent l'objet d'une bataille entre les manifestants qui cherchaient à les traverser pour rejoindre le centre et ceux qui cherchaient à les empêcher. Quand les ponts étaient baissés, la foule se pressait pour les emprunter, quand ils étaient levés, certains se jetaient dans les eaux sales pour traverser à la nage.

27 *Crítica*, 17 octobre 1945.

28 *La Capital*, 19 octobre 1945.

29 La *murga* désigne les groupes qui, pendant le carnaval, se déguisent et parcourent les rues en chantant, dansant et jouant d'un instrument de musique. Cette conduite était tolérée uniquement dans le cadre du carnaval et se manifestait surtout dans les quartiers ouvriers.

30 Daniel James (1987) désigne par ce terme « la destruction publique et délibérée de symboles sacrés, dans le but implicite de supprimer toute loyauté à l'institution qui utilise ces symboles, et d'annuler tout le respect dû en général à l'idéologie diffusée par cette institution ».

31 *La Prensa*, 18 octobre 1945.

32 *La Prensa*, 18 octobre 1945 : murs peints à la craie, jets de pierres, et vitres cassées.

Pour citer cet article

Référence électronique

Marianne González Alemán, « L'entrée en scène des périphéries », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 54-55 | 2009, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 24 novembre 2013. URL : <http://cal.revues.org/2434>

Référence papier

Marianne González Alemán, « L'entrée en scène des périphéries », *Cahiers des Amériques latines*, 54-55 | 2009, 191-209.

À propos de l'auteur

Marianne González Alemán

Marianne González Alemán travaille à l'université de Paris I / université de Buenos Aires.

Droits d'auteur

© Cahiers des Amériques latines

Résumés

La période qui s'ouvre en 1912 avec la loi Saenz Peña est largement marquée par le problème de l'élargissement du système politique et de l'intégration des milieux populaires à celui-ci. Celle-ci établissait le suffrage universel masculin, secret et obligatoire, bouleversant les règles du jeu politique jusque-là en vigueur. Le système devait désormais répondre aux transformations de la société argentine pour intégrer politiquement de nouveaux secteurs en pleine ascension sociale. Mais la loi ne fut que le point de départ d'un long processus d'enracinement de la démocratie au sein duquel le vote n'a constitué qu'un élément parmi d'autres. L'avènement du péronisme est souvent considéré comme le moment clef où les milieux populaires accédèrent enfin à une complète citoyenneté. La grande mobilisation du 17 octobre 1945 est d'ailleurs le symbole de l'irruption sur la scène politique de secteurs de la société qui jusque-là en avaient été exclus. Pour notre part, nous souhaitons replacer l'analyse du 17 octobre dans le cadre d'un contexte plus large au sein duquel l'intégration des milieux populaires à la citoyenneté s'est déjà traduite par une culture de la mobilisation de rue. Ainsi, nous avons choisi d'étudier trois événements que nous considérons représentatifs de ce processus : le rassemblement célébrant le président Hipólito Yrigoyen en 1916, les manifestations lors de la grande grève de la Construction en 1936, et le 17 octobre 1945.

El problema de la ampliación del sistema político argentino y de la integración de los sectores populares a éste marca profundamente el periodo abierto por la Ley Saenz Peña en 1912. Ésta estableció el sufragio universal masculino, secreto y obligatorio, modificando las reglas del juego político hasta entonces vigente. De este modo, el nuevo sistema pretendió responder a las transformaciones de la sociedad argentina, integrando políticamente a los nuevos sectores en plena ascensión social. Pero la ley sólo fue el punto de partida de un largo proceso de arraigo de la democracia en el marco del cual el voto no necesariamente constituyó el elemento central. Se considera a menudo que el surgimiento del peronismo representó el momento clave en el que los sectores populares pudieron acceder a una ciudadanía completa. De hecho, la movilización del 17 de octubre de 1945 aparece comúnmente como el símbolo de la irrupción en el escenario político de los sectores de la sociedad que hasta entonces habían sido excluidos de éste. Por nuestra parte, proponemos reubicar el 17 de octubre en un contexto más amplio en el marco del cual la integración de los sectores populares a la ciudadanía ya pasó por una cultura de movilización callejera. Para eso, elegimos estudiar tres acontecimientos que consideramos como representativos de este proceso: la concentración que celebró al nuevo presidente Hipólito Yrigoyen en 1916, las manifestaciones de la huelga de la Construcción en 1936, y el 17 de octubre de 1945.

The integration of popular sectors into Argentinean political system after Saenz Peña's Law of 1912 is one of the most remarkable features of the period. This Law that established the masculine, secret, obligatory and universal suffrage can be considered as an attempt to face the social transformations of Argentinean society by incorporating its new rising sectors. Nevertheless, the vote was only a starting point after a long process through which democracy was rooted. The mobilization of October 17 of 1945 is considered frequently as a symbol of the irruption of the sectors that had been excluded from the political arena. In our perspective, we propose to replace the October 17 in a wider context in which the incorporation of this sectors to the citizenship was part of a street mobilization's previous culture. In doing so, we studied three key events in this process: the popular mobilization that celebrated the victory

of the new president Hipólito Yrigoyen in 1916, the demonstrations during the general strike of Construction Unions in 1936, and the October 17 of 1945.

Entrées d'index

Mots-clés : politisation, espace urbain, manifestations de rue

Keywords : politization, urban space, street demonstrations

Palabras claves : politización, espacio urbano, manifestaciones callejeras

Index géographique : Argentine, Buenos Aires

Notes de la rédaction

Une version préliminaire de ce texte a été présentée au séminaire de doctorat « Paris : histoire d'une ville. XIX^e-XX^e siècles » animé par Annie Fourcaut (Université de Paris I) au Centro Franco-Argentino de Altos Estudios de Buenos Aires en 2005.